

[TRADUCTION FRANÇAISE OFFICIELLE]

Dossier 2004-198 (IT)G
RÉFÉRENCE : 2007CCI237

COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

ENTRE :

JASWINDER JANDA,

appellant,

et

SA MAJESTÉ LA REINE,

intimée.

Motifs du jugement

(Rendus oralement à l'audience par le juge Joe E. Hershfield au Service administratif des tribunaux judiciaires, salle d'audience n° 6C, Centre de la magistrature fédérale, 180, rue Queen Ouest, 6^e étage, Toronto (Ontario), le vendredi 30 juin 2006 à 13 h 38)

COMPARUTIONS :

Pour l'appellant :

L'appellant lui-même

Avocate de l'intimée :

M^e Lorraine Edinboro

Également présents :

M. Colin Nethercut

greffier

M. Robert Lee

sténographe judiciaire

A.S.A.P. Reporting Services Inc. © 2007
200, rue Elgin, bureau 1004 130, rue King Ouest, bureau 1800
Ottawa (Ontario) K2P 1L5 Toronto (Ontario) M5X 1E3

(613) 564-2727

(416) 861-8720

MOTIFS DU JUGEMENT

(Révisés à partir de la transcription des motifs rendus oralement à l'audience
à Toronto (Ontario), le 30 juin 2006)

LE JUGE HERSHFIELD : Comme le
laisse clairement supposer ce qui s'est produit ce
matin, j'ai décidé d'accueillir l'appel en partie.
Je vais passer mes conclusions en revue et donner
de brefs motifs.

L'appel en l'espèce est une
cotisation d'actif net. Bien que la cotisation ne
soit rien de plus qu'une cotisation, l'intimée a
fait valoir qu'il y avait une source particulière
de revenu non déclaré, calculé sur la base de la
valeur nette. Il s'agirait de sommes reçues de la
compagnie dont l'appelant est actionnaire.

L'article sur lequel l'intimée
s'appuie est le paragraphe 15(1) de la *Loi de
l'impôt sur le revenu*. Ce paragraphe inclut dans le
revenu la valeur de tout avantage conféré à
l'appelant à titre d'actionnaire de la compagnie.

Le ministre a supposé que la
compagnie a conféré à l'appelant des avantages
d'une valeur de 16 577 \$ au cours de l'année
d'imposition 1997, de 33 358 \$ en 1998, de 26 725 \$
en 1999 et de 21 609 \$ en 2000, toujours en sa
qualité d'actionnaire de la compagnie.

1 Il est bien reconnu que les
2 cotisations d'actif net sont un outil imprécis; au
3 mieux, elles établissent approximativement la
4 portion de l'augmentation annuelle de l'actif net
5 d'une personne qui, suivant la prépondérance des
6 probabilités, peut être attribuée à un revenu non
7 déclaré : en l'espèce, ce qui pourrait provenir des
8 fonds que l'appelant a reçus de la compagnie à
9 titre d'actionnaire.

10 La méthode de calcul des
11 augmentations annuelles d'actif net est bien
12 établie. Je ne vais ni examiner ni exposer cette
13 méthode, sauf pour dire que la démarche adoptée par
14 l'intimée suit cette méthode reconnue.

15 Je note ici que l'appelant a en
16 fait soulevé des questions au sujet de l'hypothèse
17 voulant qu'il soit l'actionnaire à qui les sommes
18 ont été attribuées. Il laisse entendre que
19 l'intimée lui a attribué la totalité du revenu non
20 déclaré de la compagnie, apparemment en supposant
21 qu'il était le seul actionnaire, bien que cette
22 hypothèse n'ait pas été mentionnée dans la réponse.

23 L'appelant a déposé une preuve
24 indiquant qu'il n'est actionnaire de la compagnie
25 que pour moitié; une deuxième personne, un certain

1 M. Sangha, est propriétaire de l'autre moitié. Je
2 peux déduire de cette preuve, dont il y a une
3 corroboration suffisante quant au partage égal des
4 actions, que l'appelant voudrait me voir conclure
5 que les sommes conférées auraient dû être
6 attribuées au deuxième actionnaire, au moins dans
7 une certaine mesure.

8 Toutefois, je ne suis pas forcé de
9 souscrire à la logique de cette position dans la
10 mesure où la cotisation de l'actif net a été
11 établie pour l'appelant, et non pour la compagnie,
12 et où elle peut être considérée comme reflétant le
13 fait que l'avantage a été conféré à l'appelant seul
14 à titre d'actionnaire de la compagnie. L'appelant
15 est un actionnaire et aucune autre source de revenu
16 ou d'augmentation de l'actif net n'a été établie, à
17 l'exception des sommes reçues de la compagnie,
18 selon ce que révèle la cotisation d'actif net elle-
19 même, et selon ce qui peut être rajusté par la
20 Cour.

21 Ceci m'amène donc à examiner les
22 calculs de l'augmentation de l'actif net.
23 L'appelant a fait plusieurs contestations
24 relativement à ces calculs. Tout d'abord, pour ce
25 qui concerne le calcul de la cotisation d'actif

1 net, il faut déterminer quel était l'actif net de
2 l'appelant l'année qui précède la première année
3 visée par la cotisation et que j'appellerai l'année
4 de base.

5 Pour cette année de base, il
6 déclare un actif additionnel d'une valeur de
7 16 000 \$. Il s'agit d'une somme à recouvrer d'un
8 ami à qui il prétend avoir prêté de l'argent entre
9 1990 et 1993. Je traiterai de cette affirmation ci-
10 dessous dans mes motifs.

11 Tout d'abord, j'aborderai les
12 années ayant fait l'objet de la cotisation. Dans la
13 première année, soit 1997, l'appelant conteste deux
14 montants : premièrement, son comptable reconnaît
15 que l'appelant devait 100 \$ de moins sur sa carte
16 de crédit, et deuxièmement, le comptable, et
17 l'appelant lui-même, prétendent que ses dépenses
18 personnelles ont été moindres au cours de cette
19 année.

20 Pour la deuxième année de
21 cotisation, soit 1998, l'appelant conteste le
22 calcul de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC »)
23 en réduisant de 1 000 \$ un investissement, en
24 augmentant les dettes de 14 768,97 \$, en faisant
25 valoir que ses dépenses personnelles étaient

1 inférieures au montant établi et qu'il a touché un
2 montant d'assurance de 5 700 \$, de même qu'un
3 supplément de revenu pour enfants de l'Ontario de
4 1 100 \$.

5 Pour la troisième année de
6 cotisation, soit 1999, l'appelant conteste les
7 calculs de l'ARC en augmentant son passif de
8 13 937,97 \$ et, une fois encore, en faisant valoir
9 que ses dépenses personnelles étaient moindres et
10 qu'il a reçu de l'Ontario un supplément de revenu
11 pour enfants de 1 100 \$.

12 Pour la quatrième et dernière
13 année de cotisation, soit 2000, l'appelant conteste
14 les calculs de l'ARC en augmentant son passif de
15 2 522,53 \$ et, là encore, en affirmant que ses
16 dépenses personnelles ont été inférieures aux
17 calculs.

18 Puisque l'appelant conteste le
19 calcul des dépenses personnelles pour toutes les
20 années, je traiterai de cette question en premier.
21 Au cours des années en question, l'appelant a vécu
22 avec son épouse et ses deux jeunes enfants, qui
23 avaient deux et huit ans en 1997. Il habitait un
24 condominium entièrement payé dont il était le
25 propriétaire et il a déclaré dans son témoignage

1 qu'il vivait de façon frugale. Il n'avait pas de
2 voiture, ne dépensait pas pour des sorties ou des
3 loisirs, n'avait pas de facture de dentiste et
4 dépensait à peu près rien pour l'achat d'autres
5 articles généralement considérés comme des dépenses
6 courantes pour une famille de quatre personnes, du
7 moins selon le profil établi par Statistique Canada
8 et utilisé par l'ARC.

9 En fait, dans son témoignage livré
10 à l'audience, il a considérablement diminué ses
11 propres estimations qu'il avait données
12 antérieurement au vérificateur. Dans ce témoignage,
13 ses estimations étaient tellement réduites qu'elles
14 semblaient même inférieures au total que son
15 comptable, qui a préparé les rajustements de la
16 cotisation d'actif net au nom de l'appelant, avait
17 calculé pour celui-ci en utilisant ses dépenses
18 personnelles fondées sur les données d'aide sociale
19 de l'Ontario.

20 Je tiens à préciser que je rejette
21 les estimations de dépenses personnelles établies
22 par le comptable sur la base de ces données. Je
23 rejette également le témoignage donné à l'audience
24 par l'appelant qui contredit les estimations qu'il
25 a données au vérificateur il y a près de cinq ans.

1 Quoi qu'il en soit, le comptable a
2 déclaré que les dépenses personnelles pour 1997
3 étaient d'environ 15 000 \$. Dans ses propres
4 estimations, l'appelant les avait d'abord évaluées
5 à 23 122 \$. En 1998, le comptable a donné des
6 estimations de 16 405 \$; l'appelant avait d'abord
7 estimé ses dépenses à 23 171,85 \$. En 1999, le
8 comptable a établi ces estimations à 15 876,27 \$;
9 l'appelant avait estimé ses dépenses à 22 636 \$. En
10 2000, le comptable avait fourni des estimations de
11 19 665 \$; les propres estimations de l'appelant
12 s'établissaient à 23 158 \$.

13 Les totaux établis par l'ARC,
14 d'après les critères de Statistique Canada, étaient
15 d'environ 29 000 \$ par année.

16 Je discuterai des questions de
17 crédibilité ci-dessous, mais je note ici que je
18 n'ai pas trouvé crédible le témoignage de
19 l'appelant, quant à ses dépenses personnelles.

20 Par ailleurs, étant donné que son
21 condominium est déjà payé, qu'il n'a pas de
22 véhicule personnel et qu'il vit frugalement, ce qui
23 est crédible, du moins dans une certaine mesure, je
24 suis disposé à reconnaître que les dépenses
25 personnelles pour chaque année sont celles qui

1 avaient été évaluées initialement par l'appelant :
2 c'est-à-dire, pour 1997, 23 122 \$; pour 1998,
3 23 978,85 \$; pour 1999, 22 636 \$ et, pour 2000,
4 23 158 \$.

5 Concernant l'augmentation de son
6 passif qui se retrouve dans le calcul révisé de son
7 comptable pour 1998, 1999 et 2000, l'appelant
8 s'appuie en grande partie sur des états de comptes
9 à payer qui ne sont pas des états de fin d'année. À
10 vrai dire, le fait que l'appelant s'appuie sur
11 certains états de mi-année, ou partiels, ajoute de
12 la crédibilité à l'opinion de l'intimée selon
13 laquelle l'appelant continue de s'ancrer dans ce
14 qu'elle considère comme une attitude trompeuse.

15 Toutefois, il y a deux états qui
16 montrent le passif à la fin de l'année et qui n'ont
17 pas été reconnus par le vérificateur de l'ARC. Le
18 solde de la MasterCard à la fin de 1998 était de
19 4 581,87 \$. Cela n'a pas été accepté par le
20 vérificateur, bien que celui-ci ait reconnu qu'il
21 l'aurait autorisé s'il l'avait noté au cours de sa
22 vérification. Par conséquent, j'autoriserai ce
23 montant comme augmentation du passif pour 1998.

24 Deuxièmement, il y a la dette
25 envers la Banque Scotia, indiquée dans un état de

1 compte de décembre 1999, qui s'élève à 9 487.32 \$.
2 Ici encore, je note que le vérificateur de l'ARC
3 n'a pas inclus cette dette et qu'il a déclaré, au
4 cours de son témoignage, qu'il l'aurait autorisée
5 si elle avait été portée à son attention.

6 J'autoriserai donc cette somme
7 comme augmentation du passif de l'appelant pour
8 1999.

9 J'aborderai maintenant les autres
10 questions qui, comme je l'ai dit précédemment,
11 reflètent d'autres changements réclamés par
12 l'appelant.

13 Pour 1997, je note qu'il y a eu
14 une baisse de 100 \$ au titre du passif dans le
15 rapprochement de la cotisation d'actif net fait par
16 le comptable; j'accepte cette diminution.

17 En 1998, il y aurait eu une
18 réduction de 1 000 \$ au titre d'un investissement
19 mentionné dans la cotisation d'actif net établie
20 par le vérificateur. Le témoignage du vérificateur
21 sur ce point était acceptable et, par conséquent,
22 je ne ferai pas le rajustement de 1 000 \$ que
23 demande l'appelant. Le témoignage du vérificateur à
24 cet égard indiquait que la somme de 1 000 \$ avait
25 trait à une cotisation au REER pour cette année.

1 En outre, en 1998, l'appelant a
2 reconnu que la réclamation de nouveaux produits
3 d'assurance au montant de 5 700 \$ qui n'auraient
4 pas été imposables est incorrecte, étant donné que
5 ce montant avait déjà été pris en compte. Par
6 conséquent, ce rajustement est refusé.

7 Je crois que c'est à l'égard de
8 1998 que l'appelant a prétendu avoir reçu un
9 supplément de revenu pour enfants de 1 100 \$ de
10 l'Ontario. Mais, en fait, selon l'examen de cette
11 preuve par le vérificateur de l'ARC, la totalité
12 des suppléments de revenu pour enfants avait trait
13 à des années ultérieures, ce qui m'amène à l'année
14 suivante, soit 1999.

15 Le montant que le vérificateur a
16 accepté au titre du supplément de revenu pour
17 enfants de l'Ontario pour cette année s'établirait
18 à 550 \$. Par conséquent, j'autorise ce rajustement
19 à titre de somme non imposable.

20 Pour 2000, il y a un autre montant
21 au titre du supplément de revenu pour enfants de
22 l'Ontario, soit 1 100 \$, que j'accepte comme étant
23 une somme non imposable.

24 Je crois qu'il reste le prêt de
25 16 000 \$ que l'appelant a consenti à un ami et

1 qu'il a ajouté à l'actif de son année de base 1996.
2 Ici, la crédibilité des témoins est très
3 importante. L'appelant et son ami ont tous deux
4 déclaré dans leur témoignage que le prêt avait été
5 fait. Toutefois, je conclus que le témoignage n'est
6 absolument pas convaincant. En fait, si l'on devait
7 faire la preuve hors de tout doute raisonnable,
8 j'en arriverais à la conclusion que la Couronne m'a
9 convaincu hors de tout doute raisonnable que ces
10 prêts n'ont pas été faits pour les montants
11 indiqués ou aux dates mentionnées ou selon les
12 conditions qui ont été énumérées dans les
13 témoignages de l'appelant et de son témoin.

14 Il peut y avoir eu des prêts, mais
15 il est tout à fait impossible de croire qu'ils ont
16 été consentis pour les sommes et aux dates
17 mentionnées. Il y a un billet à ordre qui, à
18 première vue, a été signé en août 1993, et
19 pourtant, le créancier de ce billet, M. Nijjar,
20 l'ami qui prétend avoir emprunté l'argent de
21 l'appelant, a fait une déclaration tout à fait
22 contradictoire quant à la date de la signature.

23 De même, l'appelant prétend que
24 son associé, M. Sangha, a été témoin à la signature
25 de ce billet. La déclaration de l'appelant sur ce

1 point a été faite au cours de son interrogatoire
2 préalable. Toutefois, quand M. Sangha a témoigné,
3 il a nié avoir été témoin.

4 En outre, même si M. Nijjar avait
5 signé le billet en 1993, ce que je n'accepte
6 absolument pas, il me paraît étrange qu'il ne l'ait
7 pas signé dès le versement de la première avance,
8 qui aurait été faite en 1990. En fait, il
9 s'agissait de la partie la plus importante de
10 l'avance alléguée, soit 10 000 \$ sur 16 000 \$.

11 S'il avait accepté de signer un
12 billet à l'égard de ces prêts, pourquoi n'a-t-il
13 signé le billet pour la partie la plus importante
14 de ce prêt que quelque trois années plus tard? Cela
15 est pour moi inexplicable. Ces avances ne sont pas
16 seulement éloignées dans le temps, mais elles n'ont
17 pas la même raison d'être; tout à coup, un billet
18 fait son apparition.

19 En outre, je note que M. Nijjar a
20 signé une déclaration sous serment selon laquelle
21 il aurait reçu les avances à des dates différentes
22 de celles qu'il a indiquées, sous serment, à la
23 Cour. Prétendre en Cour, comme il l'a fait, qu'il
24 se souvient maintenant des dates exactes d'une
25 avance qui a été versée il y a 16 ans, sans

1 consulter son propre dossier, fait clairement
2 ressortir que son témoignage a été bien préparé.

3 En fait, il a été démontré à
4 l'audience que M. Nijjar était bien préparé quand
5 il a changé sa réponse à une question après que
6 l'appelant lui eut posé une question suggestive
7 pour lui faire dire que sa déclaration sous serment
8 était simplement une erreur d'écriture.

9 De même, l'intimée soulève des
10 questions concernant la provenance possible de
11 l'argent, c'est-à-dire des 16 000 \$. L'appelant a
12 déclaré des revenus minimes pour les années
13 antérieures ou au cours des années en question; il
14 a payé un condominium de 80 000 \$; il a acheté un
15 camion de 44 000 \$ et il subvient aux besoins de sa
16 famille. Son revenu de 1990 à 1994, y compris celui
17 de son épouse, totalise moins de 20 000 \$, selon
18 ses déclarations. Il s'agit là de la somme totale
19 que l'appelant et son épouse ont déclarée pour ces
20 quatre années.

21 À l'interrogatoire préalable,
22 l'appelant a déclaré que les prêts étaient
23 constitués de prestations fiscales pour enfants, de
24 remboursements de TPS et de salaires. Aucune de ces
25 sommes - et il y a des preuves des prestations

1 reçues au cours de ces années - aucune de ces
2 sommes ne semble suffisante pour payer les d epenses
3 de la famille, les d epenses personnelles de la
4 famille, et encore moins pour financer ces types de
5 prêt à son ami.

6 En outre, je note que toute cette
7 histoire de prêt a mis quelque cinq années à être
8 révélée, depuis la vérification en 1991 jusqu'à
9 l'interrogatoire préalable en 2005.

10 Comme je l'ai dit, d'après cette
11 preuve, la date à laquelle le prêt aurait été
12 consenti, les montants déboursés et les
13 circonstances et les conditions dans lesquelles il
14 aurait été fait semblent tout à fait improbables.
15 En fait, comme je l'ai déjà indiqué, je pense que
16 la crédibilité de l'appelant sur ce point est
17 entachée au point que je serais justifié d'en
18 arriver à la conclusion que je suis convaincu, hors
19 de tout doute raisonnable, que le prêt de 16 000 \$,
20 décrit par l'appelant, n'existe pas.

21 Enfin, je note que l'année 1997 a
22 fait l'objet d'une cotisation au-delà de la période
23 normale de cotisation. L'ARC a respecté les
24 conditions nécessaires pour agir de la sorte;

1 l'intimée s'est acquittée du fardeau de la preuve
2 qui lui incombait à cet égard.

3 De même, il y a eu des pénalités
4 imposées aux termes du paragraphe 163(2). Le
5 ministère a le fardeau de la preuve au regard de
6 l'évaluation de ces pénalités et il s'est acquitté
7 de ce fardeau tant pour justifier le dépassement de
8 la période normale de cotisation que l'évaluation
9 des pénalités.

10 Je suis d'avis que l'appelant a
11 sciemment déclaré des revenus erronés pour toutes
12 les années en cause.

13 Voilà qui met fin à mon jugement
14 et à mes motifs, bien qu'il y ait un poste qui a
15 fait l'objet d'une question de l'avocat de
16 l'intimée au vérificateur, au tout début du
17 témoignage de ce dernier, et le vérificateur aurait
18 reconnu l'existence d'un autre montant (qui a été
19 accordé en 2000). Je n'en ai pas encore parlé.

20 ...

21 **DISCUSSION AVEC L'AVOCAT DE L'INTIMÉE**

22 ...

23 LE JUGE HERSHFIELD :

1 Laissez-moi récapituler depuis le
2 début, en commençant par 1997 : pour 1997, les
3 dépenses personnelles sont rajustées à 23 122 \$.

4 De même, pour 1997, le passif est
5 réduit de 100 \$. Je crois qu'il s'agit là des deux
6 seuls rajustements pour 1997.

7 Pour 1998, les dépenses
8 personnelles sont rajustées, c'est-à-dire qu'elles
9 sont réduites à 23 171,85 \$. Il y a également une
10 augmentation de 4 581,87 \$ du passif pour 1998. Je
11 crois que c'est tout pour 1998.

12 Pour ce qui est de 1999, les
13 dépenses personnelles sont réduites à 22 636 \$ et
14 le passif de cette année est augmenté de
15 9 487,32 \$. De même, pour 1999, il y a une
16 augmentation d'une source non imposable, soit le
17 supplément de revenu pour enfants de l'Ontario, de
18 550 \$. Je crois que c'est tout pour 1999.

1 Ceci nous amène à 2000. Les
2 dépenses personnelles sont réduites à 23 158 \$...
3 et je crois qu'il faut lire 30 cents, et les
4 investissements sont réduits à 21 282,01 \$, et il y
5 a une somme non imposable de 1 100 \$ au titre du
6 supplément de revenu pour enfants de l'Ontario.
7 Je crois que c'est tout.

8
9
10
11 Traduction certifiée conforme
12 ce 27^e jour de mars 2008.

13 Maurice Audet, réviseur

RÉFÉRENCE : 2007CCI237

N° DU DOSSIER DE LA COUR : 2004-198(IT)G

INTITULÉ : Jaswinder Janda
c.
Sa Majesté la Reine

LIEU DE L'AUDIENCE : Toronto (Ontario)

DATE DE L'AUDIENCE : Le 30 juin 2006

MOTIFS DU JUGEMENT : L'honorable juge
J.E. Hershfield

DATE DU JUGEMENT ORAL : Le 30 juin 2006

COMPARUTIONS :

Pour l'appelant : L'appelant lui-même

Avocate de l'intimée : M^e Lorraine Edinboro

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Pour l'appelant :

Nom :

Cabinet :

Pour l'intimée : John H. Sims, c.r.
Sous-procureur du Canada
Ottawa, Canada